

Acteurs, histoire, territoires et la recherche d'une économie politique d'un développement durable

Jean-Philippe Peemans

Les rapports sur le développement 2008 et 2009 de la Banque Mondiale ont tenté de définir les contours d'une nouvelle orthodoxie autour du rôle des campagnes et des villes dans le développement. Ce sont des documents qui proposent une vision forte (surtout le rapport 2008) de ce que devraient être la nature et la place des acteurs dans une géographie socio-économique d'un développement entendu comme l'adaptation des espaces ruraux et urbains aux exigences de la compétitivité globale. Il est intéressant de noter que ces rapports ont été accueillis par une vague de critique inhabituelle et particulièrement vigoureuse de la part de chercheurs connus dans les domaines des questions agraires et urbaines.

Dans une première partie de cette contribution on situera les lignes de force des débats autour des deux rapports précités. Dans une seconde partie, on voudrait rappeler combien les rapports entre acteurs et territoires ont occupé une place centrale dans l'évolution de la théorisation du développement. On évoquera aussi la dimension historique qui a joué un rôle important dans les diverses lectures et réalités de l'articulation entre territoires, entre villes et campagnes, dans le temps long du développement, au Nord et au Sud. Enfin dans la dernière partie, on voudrait indiquer quelques pistes qui donnent une importance particulière à la dimension territoriale, dans la recherche d'une nouvelle « économie politique d'un développement durable ».

Acteurs, histoire et territoires dans les rapports sur le développement de la Banque Mondiale 2008 et 2009

Les rapports 2008 et 2009 de la Banque Mondiale mettent en exergue les conceptions récentes de l'institution sur l'avenir du développement rural et urbain au Sud. La dimension territoriale y est donc bien présente, et en outre il y a, particulièrement dans le rapport de 2008 sur la place de l'agriculture dans le développement, une vision des acteurs qui sont appelés à jouer un rôle central dans les transformations du monde rural. Le dernier RDM consacré au thème agriculture et développement datait de 1982. Le RDM 2008 approche, dans une perspective optimiste les nouvelles opportunités qui s'offrent, selon lui, pour relancer des politiques actives en faveur de l'agriculture dans les PVD. Les raisons de cet optimisme sont notamment les progrès de la gouvernance et surtout le rôle plus grand du secteur privé dans la chaîne de valeur agricole. De nouveaux acteurs puissants et dynamiques animent désormais la chaîne agro-alimentaire, et ils ont intérêt à voir une agriculture prospère se mettre en place ¹

L'axe du rapport est centré sur la nécessité d'augmenter la productivité agricole, qui est le meilleur vecteur pour l'augmentation des revenus en régions rurales, et la continuation du mouvement de la réduction de la pauvreté qui serait déjà en cours. Le meilleur moyen de promouvoir l'augmentation de la productivité est d'intégrer les petits producteurs dans les chaînes de valeur les plus prometteuses à l'échelle nationale et internationale, notamment dans les domaines de l'élevage et de l'horticulture qui sont les secteurs à plus forte croissance. Les entreprises agro-alimentaires et les grandes chaînes de distribution sont les vecteurs dynamiques de ces chaînes de valeur, et le rôle de l'Etat est de les stimuler par des incitations appropriées à l'investissement, et de promouvoir des synergies entre ces acteurs et les producteurs agricoles. ²

¹ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le Monde, L'Agriculture au service du Développement, version française, Washington, 2008, p.23-26 (désormais cité comme RDM 2008)

² On peut noter aussi que le RDM 2008 reprenait par ailleurs les thèmes classiques de la BM: le rapport insiste sur la nécessité d'éviter toute politique protectionniste de l'agriculture qui ne peut que menacer la compétitivité des secteurs non agricoles. Une politique de libéralisation et d'ouverture des marchés de produits alimentaires est une politique « pro-poor ». En outre il faut rejeter des politiques de subsides qui en fait immobiliseraient des fonds publics au détriment d'investissements dans des activités plus rentables.

L'Etat peut également favoriser la collaboration entre le secteur privé et les organisations associatives de la société civile qui peuvent encadrer les petites exploitations pour les aider à s'adapter aux normes techniques et de qualité exigées pour une intégration compétitive dans la chaîne de valeur. Les associations de petits producteurs eux-mêmes doivent être soutenues si elles peuvent être des instruments d'éducation au marché et à la productivité. Mais lorsque les petits producteurs s'avèrent non compétitifs, il vaut mieux soutenir l'émergence de fermes commerciales qui leur offriront de l'emploi salarié et contribueront ainsi à la réduction de la pauvreté en région rurale.³

Le RDM 2008 s'est présenté lui-même comme novateur et a mis en exergue l'importance de l'intérêt renouvelé pour l'agriculture qu'il manifestait. Il a en fait été l'objet d'un grand scepticisme, voire de critiques très radicales, remettant en cause l'ensemble de son approche des problèmes du monde rural au Sud. Vu le caractère limité de cette contribution, on se bornera à rappeler les principaux arguments avancés, qui ont été synthétisés notamment dans un numéro spécial d'une des principales revues consacrées au développement rural.⁴

La plupart des critiques ont mis en avant l'idée que en fait le RDM 2008 était surtout un rapport préoccupé par le rôle du secteur agro-alimentaire plus que par la place de l'agriculture. Le rapport présente le secteur agro-alimentaire comme l'acteur qui peut favoriser l'expansion du marché au bénéfice des petits producteurs, mais il ignore le fait que la plupart du temps les diverses firmes de ce secteur, et celles de la grande distribution, sont devenues des grands groupes oligopolistiques qui contrôlent toute la chaîne agro-alimentaire.⁵

Un autre argument avancé a été que le rapport, derrière l'écran d'une rhétorique favorable aux petits producteurs, veut en réalité favoriser l'émergence d'une classe de fermiers moyens ou riches, qui peut entrer dans des relations de contractualisation avec les grandes firmes.⁶

D'autres auteurs ont souligné le caractère problématique des recommandations du RDM 2008 et son incapacité à situer les véritables enjeux du développement rural de l'avenir.⁷

³ De ce point de vue, dans le RDM 2008, l'Etat est encouragé à mettre en œuvre des réformes foncières qui permettront de transférer la terre aux producteurs les plus efficaces, tout en favorisant une plus grande mobilité de la main d'œuvre rurale. En outre il faut favoriser l'implantation d'industries en région rurale, et dans les villes secondaires, et surtout stimuler l'émigration de la main d'œuvre excédentaire, notamment à travers des politiques de formation adéquate.

⁴ Journal of Agrarian Change, Vol. 9 No. 2, April 2009

⁵ Selon K.J.Amanor, leur énorme pouvoir d'achat leur permet d'imposer des prix très peu rémunérateurs et de transférer les risques vers leurs fournisseurs et les petits producteurs. Le partage de la valeur ajoutée se fait en fonction des relations asymétriques de pouvoir. En fait le rapport rationalise le transfert de valeur qui se fait entre les petits et moyens producteurs et les firmes multinationales de l'agro-industrie, aboutissant ainsi à un impact dérisoire sur la réduction durable de la pauvreté, cfr. Amanor K.J., Global Food Chains, African Smallholders and World Bank Governance, Journal of Agrarian Change, Vol. 9 No. 2, April 2009, pp. 247-262

⁶ Pour A.Akram-Lodhi, cette évolution ne peut que créer une tendance toujours plus forte à la différenciation sociale dans le monde rural, avec une marginalisation croissante de la petite paysannerie. Le phénomène très banal de la prolétarianisation de cette dernière est présenté comme une avancée en terme de choix rationnels, puisque la dépossession de la terre des moins compétitifs, par le fonctionnement de marchés de la terre, peut favoriser la croissance des entreprises les plus efficaces et donc créer un revenu plus élevé par la salarisation. Mais pour l'auteur à terme la concentration de la terre, ne peut cependant qu'entraîner une paupérisation toujours plus forte de larges couches de la population rurale. En outre cette évolution risque de ne pas bénéficier longtemps aux fermiers moyens qui auront émergé à travers la concentration de la terre et des ressources locales, parce que ce seront eux qui deviendront alors les premières cibles des contrats léonins imposés par les grandes firmes: cfr. Akram-Lodhi A., (Re)imagining Agrarian Relations? The World Development Report 2008: Agriculture for Development, Development and Change 39(6): p.1145-1161

⁷ Selon P. Mc Michael, le rapport ne prévoit aucun mécanisme institutionnel sérieux permettant d'assurer à la fois la protection de l'environnement et la reproduction durable d'une agriculture de petits producteurs. Celle-ci semble destinée uniquement à nourrir les populations urbaines riches du Sud et du Nord, tout en étant soumise aux pressions des surplus alimentaires de ce dernier, cfr. McMichael P., Banking on Agriculture: A Review of the World Development Report 2008, Journal of Agrarian Change, Vol. 9 No. 2, April 2009, pp. 235-246. Une

Ce qui est intéressant à souligner à ce stade-ci, c'est que manifestement la vision du RDM 2008, proposant une vision simple de la relation entre ouverture de l'agriculture paysanne aux nouvelles possibilités du marché global et réduction massive de la pauvreté rurale ne fait plus l'unanimité, et que l'assaut des critiques, contraste fortement avec l'accueil réservé au Rapport de 1982, qui avait en fait inauguré l'affirmation des idées néo-libérales dans le domaine du développement de l'agriculture.

Le RDM 2009 a eu l'ambition de redessiner les contours d'une géographie économique de la compétitivité et de la performance en rapport avec les exigences d'un développement durable et inclusif. Malgré cette ambition affichée, le RDM 2009 est avant tout un exposé des nouvelles tendances de la géographie économique, qui en essayant d'intégrer les trois concepts de densité, distance, division, veut montrer l'intérêt de donner la priorité à la concentration géographique de l'activité économique. Cette concentration dans des pôles d'activité compétitifs est censé assurer les meilleures conditions de la performance pour l'insertion d'une région dans l'économie globale. Le rapport se réfère surtout à des exemples d'« agglomérations gagnantes » dans les régions atlantiques et asiatiques, et plaide pour une forte concentration géographique des investissements porteurs de croissance.⁸

Le RDM 2009 a essuyé des critiques encore plus virulentes que son prédécesseur, surtout de la part de géographes très connus. Ceux-ci y ont décelé surtout une tentative d'imposer les théories néo-classiques récentes de l'économie spatiale, avec une ignorance manifeste des acquis des diverses contributions de la géographie humaine, de l'urbanisme et des études d'histoire urbaine. Ils y ont vu une approche tout à fait contreproductive des problèmes du développement durable, à cause d'un manque d'intérêt délibéré pour les externalités négatives sociales et environnementales de la concentration excessive de l'activité économique, et de ses retombées en terme d'accroissement des inégalités.⁹

Ces rapports et leurs critiques ont le mérite de sortir des approches strictement macro-économiques et institutionnelles de la croissance, et mettent en exergue la place toujours importante de la dimension territoriale dans les discussions sur l'avenir des politiques de développement. Ils remettent aussi en avant la question des acteurs qui définissent ou subissent les changements qui affectent les territoires au niveau local, national ou global. Autrement dit ces contributions et discussions relancent le débat autour de ce qui a été appelé, il y a déjà bien longtemps « l'économie politique du développement ».¹⁰

Dans les lignes qui suivent on voudrait rappeler les tendances principales des différents courants qui ont donné et donnent encore une dimension importante aux relations entre acteurs, histoire et territoire dans les théories et politiques du développement.

autre critique a porté sur les menaces que ferait peser sur la société civile, la tentative d'incorporer les associations de petits producteurs comme auxiliaires de l'intégration du monde paysan aux chaînes de valeur dominées par les grandes firmes. Ce qui traduit selon lui la contradiction insurmontable traversant le rapport tiraillé entre l'affirmation de l'orthodoxie néo-libérale et un langage néo-populiste essayant d'enraciner celle-ci dans le monde rural, cfr. Oya C., Introduction to a Symposium on the World Development Report 2008: Agriculture for Development?, Journal of Agrarian Change, Vol. 9 No. 2, April 2009, pp. 231–234.

⁸ World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography. Washington, DC: The World Bank, 2009

⁹ Rigg J., Bebbington A., et al., The World Development Report 2009 'reshapes economic geography': geographical reflections, Transactions of the Institute of British Geographers, 2009; Harvey D., Reshaping Economic Geography: The World Development Report 2009, Development and Change 40(6) 2009, p. 1269–77.

¹⁰ Traduction littérale de l'expression "the political economy of development" qui a constitué, surtout dans le monde académique anglo-saxon un courant de réflexion important des années 1950 aux années 1990. Des centaines d'ouvrages se sont inscrits dans ce courant depuis P. Baran, The Political Economy of Growth, Monthly Review Press, New York, 1957, jusqu'à D. Kowalewski, Global Establishment, The Political Economy of North Asian Networks, St Martin's Press, New York, 1997. Ce courant était centré sur différentes variantes du rôle des classes dans les structures de pouvoir influençant les choix de développement

Territoires et histoire du développement dans la modernisation nationale et globale

Dès la période fondatrice des théories du développement entre 1950 et 1965, on peut voir une interaction forte entre la dimension territoriale et l'approche historique pour définir ce qu'est la modernisation, le paradigme emblématique de cette époque. L'aspect spatial était très visible dans cette doctrine. D'une part, à travers l'importance accordée au passage de la société à dominante agricole à la société à dominante industrielle, les théories et les pratiques de développement ont donné une grande importance aux rapports entre espaces ruraux et urbains, considérés comme des instruments des politiques de modernisation. Les villes et les campagnes étaient vues comme des espaces à adapter rapidement aux exigences de la modernisation. D'autre part, le seul territoire à construire, « à développer », était celui de l'Etat national moderne. Et la production agricole, tout comme le travail paysan, avaient un rôle instrumental dans la consolidation de l'Etat et du secteur industriel.¹¹

Les paramètres de cette construction étaient ceux de la modernisation accélérée, derrière laquelle se profilait en fait la logique d'un « processus d'accumulation primitive » à travers laquelle étaient définis les rôles respectifs des campagnes et des villes. Ces dernières n'étaient pas envisagées comme des « territoires », mais devaient être des supports et des instruments des politiques de modernisation nationale. De même les populations locales n'étaient pas considérées comme des acteurs du développement, mais comme l'objet de ce dernier.¹²

La dimension historique était bien présente également, puisque cette "école dogmatique de la modernisation" voyait le développement comme un processus universel caractérisé par une série d'étapes par lesquelles doivent nécessairement passer toutes les nations et sociétés. L'histoire des sociétés développées montrait le chemin à ceux qui devaient encore sortir du sous-développement¹³

La théorie rostovienne du « take-off » reposait entièrement sur une certaine interprétation de l'histoire de l'industrialisation anglaise, supposée pouvoir devenir le modèle des industrialisations à venir. Le célèbre modèle dualiste de J.Fei et G.Ranis était une reconstruction de l'histoire de l'industrialisation du Japon à l'époque du Meiji, censée pouvoir offrir une autre image de modernisation réussie. La dimension territoriale y était fortement articulée à l'approche historique, puisque le succès de la transition était marqué par la disparition du chômage déguisé en région rurale, à travers l'absorption de la force de travail par le secteur industriel urbain. On peut encore signaler, les différentes théories de l'antériorité de la « révolution agricole » en Angleterre, donnant des arguments, à la fin des années soixante, à la nouvelle priorité donnée à la « Révolution verte » par les organisations multilatérales (Banque Mondiale et FAO).¹⁴

¹¹ Peemans J-Ph., Modernisation, globalisation et territoires: l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement, Revue Tiers Monde, Tome XXXVI, n°141, 1995, p.17-41

¹² On peut rappeler aussi que de ce point de vue, les Etats modernisateurs ont voulu, et ont toujours été encouragés à se construire comme des Etats « forts », surtout du point de vue du contrôle et de l'incorporation des populations locales, identifiées soit au secteur « traditionnel » rural, soit, un peu plus tard, au « secteur informel urbain », les deux relevant de la notion d'espaces potentiellement ou réellement insoumis par rapport à la logique centralisatrice du territoire étatique.

¹³ Cfr S.Eisenstadt (1966) : « Historiquement la modernisation est le processus de changement vers ces types de systèmes sociaux, économiques et politiques qui se sont développés en Europe occidentale et en Amérique du nord du XVIème au XIXème siècles, et qui se sont étendus ensuite aux autres pays européens, puis au XIXème et XXème siècle, à l'Amérique du Sud, à l'Asie et à l'Afrique », in Eisenstadt S., Modernization, Protest and Change, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1966

¹⁴ Rostow W.W., The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto, Cambridge University Press, 1970; Fei J. and Ranis G., Development of the Labour Surplus Economy, Theory and Policy, Yale University Press, New Haven, 1964; Jones E.L., Agricultural Origins of Industry, Past and Present, 40, 1968, p.58-71

Les politiques de « modernisation nationale » ont connu des succès limités, variables selon les pays, et selon les variantes d'inspiration libérale ou socialiste. Mais au cours des années 1970, elles ont été traversées par des contradictions de plus en plus nombreuses, notamment dues aux limites internes de la formation du capital. L'évolution du contexte international après 1980 a eu une influence marquante sur l'évolution des réalités territoriales du développement. Un élément majeur de l'évolution de ce contexte a été les pressions socio-politiques et socio-économiques, d'origines diverses, qui ont entraîné, notamment à travers l'impact des politiques d'ajustement, une redéfinition du rôle des Etats-nations dans le développement. On a pu constater alors l'augmentation de l'influence de nouveaux acteurs transnationaux sur le plan économique et supranationaux sur le plan politique. Cette évolution s'est reflétée dans l'évolution de la pensée sur le développement. Le courant dominant est devenu le courant économique néo-libéral, qui a voulu définir désormais le développement comme un processus continu d'adaptation aux exigences de la libéralisation et de la globalisation des marchés. Dans cette vision, on ne peut donc pas dire que l'on ait abandonné l'approche de la modernisation. On est passé d'un type de modernisation centré sur l'Etat-nation, à un type de modernisation centré sur le "Marché global". Ce passage a naturellement influencé la vision du rôle des espaces urbains et ruraux dans la vision dominante du développement. La compétitivité suppose de faire émerger des "pôles de performances" qui soient capables de regrouper des entreprises et des acteurs ayant la capacité de s'insérer dans les normes changeantes de la concurrence à l'échelle mondiale. Les « territoires » sont dès lors considérés comme des gisements de ressources humaines et matérielles qui permettent de s'insérer dans le global. Selon cette approche, le support territorial par excellence, c'est la « ville globale » ou à vocation globale. Le territoire urbain a pour vocation de se transformer en "global city".¹⁵

Ce courant néo-fonctionnaliste voit la globalisation comme seul vecteur de la dynamique urbaine présente et future. La responsabilité des autorités politiques devient celle d'aider à construire une ville-territoire compétitive, construire des pôles de performance. Selon cette vue, il n'y a plus de distinction entre espaces urbains et non urbains, tous sont évalués par rapport à des critères de performance, de vitesse de flux, d'adaptabilité aux exigences de l'abolition des contraintes spatiales par rapport à l'immédiateté du temps réel. L'« économie d'archipel » redessine les rapports entre ville dense, espaces périurbains et ruraux, dans ce qui est désormais considéré comme la « ville diffuse », la « ville sans frontière », à l'image de l'« économie sans frontière » et cette tendance est inéluctable. Selon cette conception, il ne faut plus parler de ville, image passéiste, mais de « substance urbaine »¹⁶

Cette logique de territoires compétitifs a de plus en plus été appliquée aussi aux espaces ruraux. Soit comme hinterland de "pôles urbains de performance" (cas des zonings industriels, des zones franches, etc.), soit comme "pôles de performance" agricoles, à travers la mise en place d'une agriculture très

¹⁵ Friedmann J., "The World City Hypothesis", *Development and Change*, 17,1,1986,p.69-83; Sassen S. *The Global City*: New York, London, Tokyo, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1991; Knox P. and Taylor P. eds., *World Cities in a World-System*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, Castells M., *The Information City: Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process*, Basil Blackwell, Oxford, 1989. Selon F. Ascher, la ville globale concentre des flux d'informations, elle commande des réseaux, elle permet aux acteurs globaux de se rencontrer, de coopérer et d'élaborer des stratégies qui assureront la performance. Cette évolution est présentée comme une étape parallèle à l'émergence de la société d'information, et toutes deux paraissent inéluctables. De même qu'il est inéluctable une sorte de hiérarchisation des villes dans une "économie d'archipels", ces archipels étant les pôles de performance et les zones qui en dépendent, les hinterlands des "global cities", cfr. Ascher F., *Metapolis ou l'avenir des villes*, Editions Odile Jacob, Paris, 1995. F. Arsher parle aussi de « système métropolitain » dans une « société hypertexte », caractérisée par l'extrême flexibilité, l'incertitude, et l'hybridité, cfr. Arsher F., *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2004

¹⁶ Peemans J.Ph., *Développement, identités culturelles, villes et territoires: quelques aspects Nord-Sud*, in B. Declève et D. Hibo, eds., *Développement territorial et mutations culturelles*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain la Neuve, 2004, p.27-47; c'est l'architecte-urbaniste R. Koolhaas qui a avancé ce concept de « substance urbaine » : Koolhaas R., *"Globalization"*, S,M,L,XL, New York, Rotterdam, 1995

orientée par la logique productiviste, à travers la diffusion du « modèle fermier de modernisation », mis en place dès les années soixante, en Europe à travers la PAC, au Sud à travers les politiques de la « Révolution Verte ». A partir des années 1980-1990, ce modèle qui peut être considéré comme un modèle intermédiaire entre une agriculture paysanne et une forme tout à fait capitaliste d'organisation de l'agriculture, a été tourné de plus en plus vers l'exportation de nouveaux produits de qualité demandés par les catégories de hauts revenus sur le marché mondial, et mise en œuvre par une petite minorité d'entrepreneurs agricoles fortement enserrés dans des filières contrôlées par de grandes entreprises transnationales du secteur agro-alimentaire.¹⁷

Au cours des années 1990, la dimension politique a pris une dimension de plus en plus importante dans les discours et pratiques des acteurs globaux. Les thèmes de la réforme de l'Etat, de la décentralisation, de la consolidation de la société civile, de la démocratie et de la promotion du marché ont été liés, notamment à travers le concept de gouvernance. La gouvernance est en fait un modèle universaliste d'Etat léger géré selon des règles qui s'apparentent plus aux principes d'une saine comptabilité d'entreprise qu'à ceux de la souveraineté politique. La Banque Mondiale a joué un rôle central dans l'élaboration et la diffusion de cette nouvelle doctrine. Le concept de gouvernance a joué un rôle décisif pour affaiblir la liaison univoque antérieure entre souveraineté et territoire dans le cadre de l'Etat-Nation. A partir des années 1990, l'Etat-Nation a vu de plus en plus ses pouvoirs définis et surveillés par une « communauté internationale » qui sans avoir de base territoriale définie s'est assignée des missions « sans frontières » à vocation globale, toujours plus nombreuses et impérieuses.¹⁸

On peut donc dire que dans cette optique, le référent majeur n'est plus l'espace national, mais l'espace global. Mais ce passage a un aspect paradoxal : l'avènement de l'espace global a remis en valeur l'espace local, vu antérieurement comme lieu de la tradition, mais désormais appelé à se transformer en support des "pôles de performance" à vocation de compétitivité globale. Tout comme l'espace national est soumis aux exigences du global par la « gouvernance », l'espace local lui aussi doit être inséré dans une dynamique orientée par les acteurs globaux. L'évolution récente n'a donc pas modifié une des attitudes fondamentales du courant modernisateur : les espaces urbains et ruraux y sont toujours vus comme de simples instruments de la croissance économique, des instruments dont le perfectionnement consiste à augmenter leur fonctionnalité par rapport aux exigences de la croissance dans le cadre de la globalisation de l'accumulation du capital. En fait le national, le régional et le local ne sont que des espaces de mobilisation de ressources, humaines et matérielles, pour soutenir des stratégies d'acteurs globaux qui veulent abolir les frontières au déploiement de leurs projets hégémoniques, que ce soit dans le domaine économique ou politique. Comme on a pu le constater ci-dessus, les rapports de la Banque Mondiale 2008 et 2009, ont plus que jamais réaffirmé clairement, et même radicalement, cette conception.

En ce qui concerne le regard sur l'histoire on ne peut pas dire que dans la vision dominante il y a eu une avancée depuis les années 1960. De manière générale, comme le montrent également les RDM 2008 et 2009, on peut dire que dans les domaines de l'urbanisme et du développement rural, la pensée dominante ne cherche pas à articuler les aspects contradictoires de processus complexes en train de se faire dans la réalité, mais transforme un processus issu d'un contexte historique particulier en un processus inéluctable, dont elle cherche à identifier les lois universelles ; et puis au nom de l'inéluctabilité du progrès, elle propose d'accélérer les tendances dominantes du processus en cours, comme s'il s'agissait d'une loi scientifique de l'évolution de l'"objet urbain" ou de l'« objet rural ». Il en est de même en ce qui concerne la question de la réduction de la pauvreté, devenue un thème omniprésent depuis la proclamation des Objectifs Millénaires du Développement notamment. La

¹⁷ Peemans J-P, Etat, marché et enjeux d'un développement rural durable, Actes de la Conférence sur le renforcement de l'exploitation agricole familiale en Asie du Sud-Est, Université Nationale du Laos, Vientiane, 16-18 juillet 2001, Fonds International de Coopération Universitaire, AUF ed., 2001, p. 55-84

¹⁸ Hyden G. & Bratton M., Governance and Politics in Africa, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 1992; World Bank, Governance and Development, The World Bank, Washington DC, 1992; Sparke M., Political geography: political geographies of globalization (2) – governance, Progress in Human Geography, 30, 2006, p.357-372

place de la pauvreté s'inscrit dans la continuation du thème des populations traditionnelles à moderniser. Selon certains auteurs, l'évolution récente des concepts de participation, « empowerment », société civile, fonctionnalisés par rapport aux exigences de l'accumulation globalisée illustre assez clairement cette réalité toujours renouvelée selon le contexte historique.¹⁹

J.Sachs, un des auteurs les plus influents dans la réflexion sur les OMD, n'hésite pas à présenter la réduction de la pauvreté extrême, comme étant notamment une tâche d'éducation à l'entrée dans le marché, ce qui suppose l'éradication des barrières culturelles liées au poids des traditions, pour permettre aux pauvres de grimper peu à peu l'échelle du progrès, une vision qui semble inspirée directement des idées fondatrices de la modernisation d'il y a un demi-siècle, comme si rien n'avait évolué depuis W.Rostow, en ce qui concerne l'analyse de l'histoire du développement²⁰.

L'apport d'une autre histoire en rapports avec la construction longue des territoires

La négligence ou l'ignorance de l'histoire réelle du développement au Nord et au Sud reste une carence insurmontable de la pensée dominante dans le domaine du développement, qui explique sans doute en partie son enfermement dans des prescriptions normatives de plus en plus décalées par rapport aux réalités vécues du passé et du présent des développements des peuples à travers le monde. Cette cécité volontaire ou non contraste avec l'enrichissement extraordinaire de l'approche comparatiste et historique des processus de développement dans le long terme, à l'œuvre depuis plus d'un quart de siècle, et qui a permis de prendre de la distance par rapport à l'interprétation simplifiée et linéaire de l'histoire occidentale, qui a été au cœur de la conceptualisation de la modernisation. On se bornera ci-dessous à mentionner les principales étapes et contributions qui ont permis de porter progressivement un autre regard sur les rapports entre acteurs et territoires dans l'histoire longue du développement. Et l'on cherchera aussi à mettre en évidence la convergence de ces contributions avec d'autres domaines des études de développement, qui ont redécouvert le rôle des acteurs « oubliés » et des territoires « négligés » par la modernisation d'hier et d'aujourd'hui. En fait dès les années 1970 se déploient divers courants qui progressivement vont contribuer à remettre en cause l'interprétation de l'histoire proposée par la théorie de la modernisation.

Les apports de I.Wallerstein et F.Braudel

On peut d'abord rappeler que c'est dans le cadre de l'école dite du « système –monde » (world-system), et avec les travaux pionniers de I.Wallerstein qu'a été entreprise, à partir des années 1970, une révision de l'interprétation de l'histoire sur laquelle l'école de la modernisation fondait ses postulats théoriques. Le sous-développement n'est plus vu comme l'état naturel des sociétés traditionnelles, mais comme le produit historique de l'exploitation du Sud par le Nord, de la périphérie par le centre. A travers des controverses nombreuses, et les tentatives de reconstruction de l'histoire des relations entre centres et périphéries, ce courant a contribué à une restitution progressive de l'histoire du Sud.²¹

Il y a dès le départ une dimension territoriale dans l'analyse de Wallerstein, relativisant la référence à l'Etat-Nation comme exemple de développement réussi : pour lui on ne peut pas faire une histoire du développement en se basant sur le cas de l'Angleterre, comme dans la théorie du « take off » de Rostow, mais il faut resituer ce pays dans le cadre mondial, en le voyant se constituer comme centre à travers la mobilisation des ressources de diverses périphéries, au moyen d'un système d'échange

¹⁹ Craig D. & Porter D., *Development Beyond Neoliberalism ? Governance, Poverty Reduction and Political Economy*, Routledge, London, 2006

²⁰ Sachs J. *The End of Poverty, Economic Possibilities for Our Time*, Penguin Press., 2005

²¹ Wallerstein I., *The Modern World System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century*, Academic Press, New York, 1976 ; Wallerstein I., *The Politics of the Capitalist World-Economy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1984

inégal multiséculaire. La dimension centre –périphérie introduit en fait l'idée d'un monde global , mais divisé en espaces inégaux , résultant d'un processus historique long.²²

Cette dimension territoriale a pris un contour nouveau, à travers la collaboration qui s'est nouée entre I.Wallerstein et F.Braudel.Cette rencontre a élargi considérablement la vision de « l'économie monde ».Braudel ne confond pas la genèse du développement avec celle du capitalisme en Europe à partir du XVIème siècle. Pour lui le développement humain a une histoire bien plus longue et s'est manifesté dans toutes les sociétés.²³

Braudel propose une l'analyse du développement en longue période à travers une l'approche à trois niveaux : le premier niveau de la construction des bases de la vie matérielle, le second niveau des échanges et puis le troisième niveau,celui du capitalisme ²⁴

La grille d'analyse de Braudel permet d'élaborer une alternative à la théorie de la modernisation. Elle aide à voir que l'économie capitaliste n'est pas le début de l'histoire du développement. Celui-ci a débuté avec la construction longue de la civilisation matérielle et du marché. Toutes les régions du monde ont une longue histoire de construction des conditions du développement humain. L'histoire du troisième niveau dépend de la manière dont il a pu établir sa domination sur les deux autres niveaux, et imposer la logique de l'accumulation comme seule logique du développement. Les circonstances historiques ont fait que dans certaines régions du monde, notamment en Europe, par des voies très complexes , qui sont loin d'être seulement économiques , la logique du troisième niveau a fini par s'étendre à l'ensemble de la société et de la culture. Dans d'autres régions du monde, la logique du troisième niveau , n' a pas pu s'imposer totalement aux deux autres niveaux. En fait,à l'échelle mondiale, le premier et le second niveau , que la théorie de modernisation équivalait plus ou moins à la « société traditionnelle » ne sont pas appelés à disparaître par l'expansion du « secteur moderne » : ils subissent la domination du troisième niveau, mais ils survivent ou même peuvent résister et garder une certaine identité propre ²⁵

²² Pour Wallerstein l'Europe des temps modernes a été un ensemble d'économies –monde dont les centres se sont fait continuellement la guerre pour définir leur zones d'influence respective. La guerre est au cœur de l'émergence des Etats-nations modernes en Europe. Et c'est à travers cela que se développe le capitalisme,c'est-à-dire un système basé sur la recherche du profit maximum ,comme source de l'accumulation du capital . L'accumulation du capital est la logique centrale qui conduit le changement dans les centres de l'économie monde. Pour Wallerstein il y a une synergie très forte entre la formation du capitalisme et celle de l'Etat-nation en Europe. La modernisation n'est en fait qu'une lecture optimiste et très réductionniste de cette réalité très violente et pleine de contradictions qui a fini par dominer le reste du monde

²³ Braudel F., La dynamique du capitalisme, Arthaud, Paris, 1985, p.39

²⁴ Le premier niveau du développement humain en longue période est celui de l'histoire de la construction de la vie matérielle à travers laquelle tous les peuples ont peu à peu maîtrisé leur environnement naturel , et en ont mobilisé les ressources pour s'assurer des conditions de vie supportables. Ce niveau a toujours un caractère local, même si les dimensions spatiales de ce local varient à travers les époques et les régions du monde. Selon Braudel, c'est au dessus de ce soubassement historique que se construit un second niveau, qu'il appelle le niveau des échanges , celui à partir duquel apparaît l'économie de marché. La manière dont Braudel décrit les rapports entre les acteurs des deux niveaux ne laisse aucun doute sur le fait que les uns et les autres sont à la fois dans la sphère de l'auto-production ,de la production pour les besoins locaux , et en même temps dans la sphère des échanges. Ce sont essentiellement les paysans , les artisans et les petits boutiquiers et marchands, ceux que Braudel appelle les « acteurs du bas » , ce qui est bien différent des « masses pauvres » de la société traditionnelle dans le langage de la modernisation. Braudel voit l'émergence du capitalisme comme partiellement dérivée de l'évolution de l'économie de marché , mais surtout liée au changement du contexte historique en Europe à partir du XVème siècle Il est important de souligner que pour Braudel cette émergence du capitalisme est associée à l'affirmation de réseaux d'acteurs puissants, dont les intérêts convergent dans les affaires comme dans le domaine politique. Le capitalisme est caractérisé par la montée au pouvoir de coalitions d'acteurs qui cherchent à établir des monopoles. C'est l'économie du troisième niveau . Le troisième niveau devient dominant et il impose sa loi progressivement au deux autres niveaux .Cfr. Braudel F., Civilisation matérielle, économie et capitalisme, Tome II, Les jeux de l'échanges, A.Colin, Paris ,1979

²⁵ Cfr. Peemans J.Ph., Analyse comparative des processus de développement en longue période, SPED, UCL, Louvain la Neuve, 1999

Alors que Wallerstein étudie la genèse de l'inégalité entre nations à travers la formation de ce qui est appelé le troisième niveau chez Braudel, ce dernier s'attache à mettre en œuvre les rapports entre ce qu'il appelle acteurs dominants et dominés, dans les campagnes et les villes, et dans les rapports inégaux entre celles-ci, bien avant l'apparition du troisième niveau. Les conflits d'acteurs sont la trame permanente de la formation et des relations entre les trois niveaux. La dimension territoriale est centrale dans ces conflits d'acteurs, et ils concernent les trois niveaux du local, du régional et du national et de leurs interactions toujours problématiques.

On sait que la collaboration entre Wallerstein et Braudel s'est matérialisée à travers la création du Fernand Braudel Center. C'est notamment dans le cadre des recherches internationales coordonnées par ce centre que le courant du « world system » a suscité une efflorescence de relecture de l'histoire en longue période. Une relecture à la fois des différentes régions du Sud, et dans beaucoup de cas des interactions entre régions actives du Nord et du Sud, témoignant d'un développement local diversifié et d'échanges interrégionaux intenses, bien avant l'âge de l'Etat-Nation et du capitalisme.²⁶

La dimension régionale dans l'histoire des proto-industrialisations et des révolutions industrielles au Nord et au Sud

Parallèlement au courant du « système-monde », un autre courant d'études historiques, celui de l'étude de la proto-industrialisation a contribué à modifier progressivement et très profondément la vision rostovienne de la Révolution Industrielle. Il a mis en avant l'importance de l'interaction entre aspects régionaux, intégrant un pôle urbain et une zone rurale, et aspects internationaux, englobant les familles paysannes dans les aléas du grand commerce d'exportation. Il a étiré l'histoire de l'industrialisation vers l'amont, en mettant en valeur l'importance des petites industries rurales aux XVII^e et XVIII^e siècles, intégrant progressivement des millions de paysans-artisans dans un réseau international d'échanges commerciaux, sous l'égide du capital commercial²⁷.

Ces débats ont montré aussi que, abordée sous l'angle régional, l'histoire de l'industrialisation européenne était beaucoup plus problématique et moins linéaire que dans la version rostovienne, certaines régions s'étant désindustrialisées au XIX^e siècle tandis que d'autres passaient aisément de la proto-industrialisation à l'industrialisation. Les débats sur la proto-industrialisation européenne ont contribué à l'évolution vers une vision de l'industrialisation en termes de processus lents et contradictoires. En s'éloignant de la vision simple d'une histoire en termes de rattrapages, ils ont contribué à l'émergence d'une nouvelle histoire du développement.²⁸

Les études sur la proto-industrialisation européenne ont débouché dans certains cas sur la mise en valeur d'une continuité historique dans certaines régions entre la proto-industrialisation et la formation de « districts industriels » qui se sont maintenus tout au long du XX^e siècle.²⁹

Un des cas les plus étudiés a été celui de certaines régions italiennes où une production à petite échelle a connu une expansion continue, dans le cadre de petites entreprises à dominantes familiales ou

²⁶ Cfr. par exemple la synthèse de Abu-Lughod J., *Before European Hegemony, The World System A.D. 1250-1350*, Oxford University Press, Oxford, 1989

²⁷ Mendels F., *Proto-Industrialization: The first phase of the industrialization process*, Journal of Economic History, 1972; Kriedte P., Medick H., et Schlumbohm J., *Industrialization before Industrialization*, Cambridge University Press, Cambridge, 1981; Lis C., et Soly, H., *Poverty and Capitalism in Pre-Industrial Europe*, Bristol, 1979; Ogilvie S.C. and Cerman M., eds., *European Proto-industrialization*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996

²⁸ Ho S., *Proto-industrialisation, proto-fabriques et désindustrialisation : une analyse économique*, Annales E.S.C., n° 5, 1984.

²⁹ Sabel C. and Zeitlin J., "Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technology in Nineteenth-Century Industrialization", *Past and Present*, 108, 1985, p. 133-176

associatives , ayant un ancrage territorial local très fort , des liens sociaux très intenses , combinant des relations de coopération et de concurrence , et des rapports villes – campagnes fort denses .³⁰

D'une certaine manière , ces régions ont été une illustration de la vision de K.Polanyi sur l'encastrement du « petit marché » dans la reproduction des liens sociaux, et on ne peut oublier que c'est à travers l'étude notamment de ces régions qu' a été élaborée une des variantes les plus influentes du rôle du concept de capital social dans le développement³¹

La « découverte » de l'importance de la proto-industrie en Asie au cours des années 1980, a joué un rôle peut-être encore plus important que sa «redécouverte» en Europe, notamment avec les contributions de D. Kumar et F. Perlin.Ces contributions ont mis en évidence une participation de nombreuses régions de l'Inde à l'économie internationale aux XVII^e et XVIII^e siècles, avec la même intensité que dans les grandes régions proto-industrielles d'Europe et avec des structures productives, commerciales et financières présentant de nombreuses similitudes avec ces dernières .Cette production était basée sur un réseau dense d'échanges campagnes-villes , a incorporé un nombre croissant de ménages de paysans-artisans dans ces régions, qui se trouvaient ainsi englobés dans des échanges monétaires insérés eux-mêmes pleinement dans le commerce international, sous l'égide du capital commercial indien qui jouait le rôle d'intermédiaire entre les producteurs et les grandes compagnies commerciales européennes exportatrices.³²

La mise à jour d'une dynamique proto-industrielle en Inde au XVIII^e siècle, en concurrence avec les proto-industries européennes, a contribué à mettre en valeur l'importance du contexte politique et institutionnel pour établir les rapports entre proto-industrialisation , industrialisation et désindustrialisation , puisque celle-ci en Inde a été manifestement influencée par la prise de contrôle politique du pays par la Grande –Bretagne à partir du début du XIX^e siècle . La vision d'une Asie industrielle , bien avant le XVIII^e siècle , a été confortée par diverses études ultérieures , soit portant sur l'ensemble de la région , soit sur des sous-régions spécifiques dont notamment la Chine.³³

Toutes ces recherches ont finalement permis d'élaborer une vision nouvelle des rapports entre histoire de l' industrialisation et du développement , et aussi une vision bien différente des rapports entre les pays du Nord et du Sud en longue période. L'importance de ce changement de paradigme a été souligné récemment par C.Bayly . Selon Bayly il faut éviter les pièges d' une approche d'une histoire du développement mondial qui est basée sur les grands concepts du discours européen du XIX^e siècle pour lire l'histoire de l'époque, comme si celle-ci était faite de l'étude des causes de la montée de la raison, de l'Etat de droit, de l'industrialisation dans les pays avancés , et la diffusion progressive mais inégale de ces concepts vers les régions extra européennes. Il faut éviter aussi une approche qui donne la prédominance au facteur économique comme "moteur" du changement, en se fixant seulement sur les thèmes de la diffusion de la Révolution industrielle. L'économie joue un rôle important , mais au lieu du concept de Révolution industrielle , il pense qu'il vaut mieux se référer au concept de "révolutions industrielles" de J. De Vries³⁴

³⁰ Beccatini G., "The Marshallian District as a Socio-Economic Notion", in Pyke F., Beccatini G., Senberger W., eds, *Industrial districts as Inter-Firms Cooperation in Italy*, Geneva, International Institute for Labor Studies, 1990, pp. 37-51.

³¹ Polanyi K., *The Great Transformation , The Political and Economic Origins of Our Time*, Beacon Press, Boston , réed. 1957; Putnam R., *Making Democracy Work, Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton University Press , Princeton , 1992

³²Kumar, D., ed., *The Cambridge Economy History of India. Vol.2, 1757-1970*, Cambridge, 1983.; Perlin F., *Proto-industrialization and pre-colonial South Asia., Past and Present*, 98, 1983, pp. 30-96.

³³ Chaudhuri K., *Asia Before Europe, Economy and Civilization in the Indian Ocean from the Rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990; Reid A., *Southeast Asia in the Age of Commerce, 1450-1680*, Yale University Press, New Haven ,1993, 2 vol.; Bin Wong R., *China Transformed, Historical Change and the Limits of European Experience* , Cornell University Press, Ithaca ,1999.

³⁴ Bayly C.A. , *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Les Editions de l'Atelier, Paris, 2006 ; de Vries J., « The Industrial Revolution and the industrious revolution », *Journal of Economic History*, 54, 1994,p.240-70

Il s'agit en fait de la croissance des petites activités de production pour le marché à travers le monde à partir de la fin du XVII^{ème} siècle, en Asie (Chine, Inde, Asie du Sud Est) et dans le monde arabe, et pas seulement une transformation brutale des structures de production en Europe. Il y a eu dans de nombreuses régions du monde une intensification des activités de petite production reflétant des demandes existantes et créant de nouvelles demandes. Artisans, boutiquiers et paysans étaient des acteurs de cette intensification. Pour Bayly ce que les Européens ont fait c'est chercher à prendre le contrôle de ces "révolutions industrielles" par la force militaire et les compagnies à monopole. Ce furent les navires et les compagnies commerciales appartenant à des Européens qui s'approprièrent la plus grande partie de la valeur ajoutée générée par les « révolutions industrielles » et l'expansion du commerce mondial au XVIII^{ème} siècle. La raison en est que les Européens contrôlaient le transport et la vente sur les plus grands marchés du monde. Et surtout que la violence des guerres intra-européennes, liées à la construction des Etats – Nations leur avaient donné un avantage décisif dans les innovations et la technologie militaires, terrestres et maritimes. Ce changement du regard sur l'histoire longue des rapports Nord-Sud n'est à l'évidence pas quelque chose de secondaire du point de vue de l'étude du développement.³⁵

L'histoire longue des territoires et des résistances des acteurs populaires

Ce regard historique différent concerne également les histoires de développement propres au Nord et au Sud. Les dernières décennies ont vu un foisonnement de publications qui ont mis en valeur le caractère très conflictuel de la construction ce qui est devenu peu à peu l'espace des Etats-Nations, à travers les tentatives de prises de contrôle des espaces locaux et régionaux. A travers ces approches on a restitué aussi peu à peu l'identité des territoires oblitérés par le regard excluant de la modernisation, et surtout celle des acteurs oubliés de celles-ci, les paysans, les acteurs populaires des villes et des campagnes, la longue histoire de leurs pratiques de résistance ou simplement de contournement ou de détournement plus ou moins subversif des injonctions des acteurs dominants de chaque époque.

Parmi diverses approches, un courant qui a beaucoup contribué à mettre en valeur l'histoire des résistances des acteurs populaires, particulièrement la paysannerie, est l'école dite des « subaltern studies ». Née dans les années 1980 en Inde, cette école a voulu remettre en cause la version élitiste et modernisatrice de l'historiographie indienne coloniale et post-coloniale. Sous l'impulsion de son fondateur R.Guha, elle a cherché à définir ce qui constituait la base culturelle de la résistance paysanne et des mouvements d'insurrection. Elle insistait sur le caractère "irrédentiste" de la culture paysanne, sa non soumission aux valeurs imposées par les élites coloniales et post-coloniales, sur l'autonomie culturelle des dominés par rapport aux dominants, malgré l'hégémonie de ceux-ci au niveau du pouvoir économique et politique. Le monde paysan se voyait reconnu comme un monde d'acteurs capable à la fois d'initiative et de résistance, tout en étant intégré au monde moderne de manière "subalterne". L'influence du courant des "subaltern studies" a dépassé largement l'Inde, et a suscité des approches semblables autour des "acteurs subalternes" dans d'autres pays d'Asie, en Amérique latine, et en Afrique³⁶

³⁵ On a vu que la théorie fondatrice de la modernisation a été fondamentalement basée sur une certaine interprétation de l'histoire, en terme de voie universelle et unique du développement. Et la doctrine de la néo-modernisation qui a pris son relai à partir des années 1980, est basée sur la même vision linéariste de l'histoire : la globalisation est le terminus de l'histoire, et l'adaptation à ses normes est la seule voie crédible de développement. La révision de l'histoire longue ne néglige pas l'importance des changements économiques et technologiques, mais elle les encadre dans l'histoire des rapports de force à l'échelle internationale. Historiquement il n'y a pas eu un seul processus de développement, qui serait la matrice des autres à venir. Il y a eu plusieurs processus de développement historiques qui portaient des virtualités différentes de développement. C'est la guerre et la violence qui ont mis fin à cette pluralité potentielle

³⁶ Guha R. and Spivak G.C., *Selected Subaltern Studies*, Oxford University Press, Oxford, 1988; Chaturvedi V., *Mapping Subaltern Studies and the Postcolonial*, Verso, London, 2000

On peut noter qu'une partie qu'on peut qualifier de « culturaliste » de cette école a eu une grande influence sur le courant dit de l' « après développement » qui a émergé dans les années 1990 dans les études du développement , en mettant l'accent sur les dimensions surtout culturelles de la résistance³⁷

Une autre tendance s'est affirmée dans les années 2000, voulant actualiser la priorité des luttes , en s'inspirant de l'héritage des résistances anciennes ,tout en mettant en œuvre de nouveaux moyens appropriés pour faire face aux nouveaux acteurs dominants qui menacent les modes de vie et les milieux de vie des classes populaires, dans les villes et les campagnes. Le courant des "subaltern studies " a mis l'accent sur l'histoire longue des pratiques de résistance des acteurs populaires au sens large .Il s'est inscrit ainsi dans les approches récentes les plus originales dans les études de développement montrent l'importance de la dimension du « lieu » et du lien social territorial dans les pratiques populaires. Si pour certains, on constate un affaiblissement des mobilisations par les « mouvements sociaux » classiques nés au XIXème siècle (syndicats, organisations ouvrières), on peut voir cependant une augmentation de la capacité de mobilisation pour des espaces locaux liés à la défense des milieux de vie populaires urbains et /ou ruraux. ³⁸

On peut affirmer que toutes ces études ont confirmé l'intérêt de l'approche de F.Braudel pour comprendre les enjeux actuels du développement durable, à partir d'un regard sur l'histoire longue des rapports entre acteurs et territoires, et entre échelles des territoires dans les processus de développement au Nord et au Sud. Les territoires du local, du régional et du national, les trois niveaux de l'analyse braudélienne , sont l'enjeu de conflits multiséculaires entre acteurs dominants et acteurs dominés, mais capables de résilience ,au Nord et au Sud. L'axe de ces conflits est l'opposition entre deux vecteurs antagonistes : d'une part celui des acteurs dominants du troisième niveau chez Braudel , poussés par les logiques conjuguées de l'accumulation-centralisation-différenciation, d'autre part la résistance des acteurs dominés , surtout du premier niveau , portés surtout par les besoins de sécurisation collective et de reproduction durable d'un milieu de vie . Dans ce regard , le local , urbain ou rural, particulièrement au Sud aujourd'hui, n'est pas confondu avec l'espace du « traditionnel » à moderniser , frileusement enfermé dans le repli sur un passé immuable et obsolète , mais comme l'enjeu permanent de luttes autour des conditions de mobilisation des ressources matérielles et humaines , suivant l'une ou l'autre de ces logiques. Depuis des siècles , et jusqu'aujourd'hui, le local , singulièrement le local rural , est un enjeu majeur, visible et vécu par les populations, de l'incorporation dans la logique de l'accumulation, ou bien de la mise en œuvre de ce que on peut appeler la « gouvernance historique » , dont font partie des rapports viables à long terme entre la société locale et son environnement naturel, et le fonctionnement du « marché polanyien » encastré dans le social .

L'actualité d'une approche historique des rapports entre acteurs et territoires, dans la recherche d'une « économie politique du développement durable »

La rapidité et l'intensité des changements technologiques ont joué un rôle majeur dans l'accélération des phénomènes de globalisation de l'économie mondiale depuis les années 1980. Mais l'impact qu'ils ont eu sur les sociétés du Nord et du Sud sont indissociables de choix politiques qui ont été faits dans un moment historique particulier, et qui en ont fait des instruments d'une inégalité croissante. La conjoncture du début des années 1980 a joué un rôle décisif.. Elle a remis en cause les fondements du rapport entre croissance , accumulation et développement qui avaient marqué les années 1950-1980, c'est à dire un laps de temps équivalent à celui qui nous sépare de cette conjoncture. Cette nouvelle « grande transformation » au sens polanyien du terme, a mis en place au cours des deux décennies

³⁷ Rahnema M and Bawtree V. ,eds., The Post-Development Reader, Zed Books, London, 1997; Rist G., Le développement , Histoire d'une croyance occidentale, Presses des Sciences Politiques, Paris ,1996

³⁸ Un exemple récent en est la Déclaration des Droits des Paysans : Declaration of the Peasants Rights , Women and Men, La Via Campesina, Jakarta conference , June 2008.Cette déclaration a été présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies en avril 2009, pour devenir une partie de la Charte ONU des Droits de l'Homme

suivantes, les paramètres de ce qui peut être appelé « l' économie politique globale de l' inégalité ».

C'est à travers ce processus que s'est construit , ce qu'on peut appeler dans une approche néo-braudelienne , « le quatrième niveau » de l'histoire longue du développement, le niveau des acteurs de l'accumulation globalisée, dont les réseaux internationaux de pouvoir , définissent au Nord et au Sud les conditions du « développement réel ». En extrapolant l'approche de Braudel au temps présent, on veut attirer l'attention sur le fait qu'il s'agit bien d'un phénomène politique et historique, s'inscrivant dans l'histoire longue des rapports de force entre acteurs dominants de l'accumulation , et « acteurs du bas » , au Nord , et plus encore dans les divers Suds du début du XXIème siècle. L'imposition , puis l'internalisation des paramètres de « l' économie politique de l' inégalité » au nom de la libération du potentiel de croissance , en fait d'accumulation, n'ont pratiquement pas modifié les inégalités structurelles séparant le Nord et les Suds . Ceux-ci sont dorénavant plus hétérogènes , c'est vrai , avec des taux plus ou moins élevés d'incorporation de la force de travail de manière pleinement fonctionnelle, dans la « sphère de l'accumulation ». Elles ont surtout permis l'accroissement des inégalités à l'intérieur du Sud au profit de la minorité d'élites qui la pilotent. Dans cette perspective , la crise de 2008-2009 est une péripétie qui n' a eu qu'un impact marginal par rapport à la réalité des choses. Pour les classes populaires urbaines et rurales , habituées à supporter tous les coûts des tribulations de l'émergence de la « sphère de l'accumulation » , à vivre depuis des générations l'envers de la modernité célébrée par les élites, c'est un choc de plus à assumer , à travers la contraction de l'emploi et des revenus générés dans cette sphère ,aussi limités soient-ils.

Dans les Suds , et même en Chine aujourd'hui, la « sphère de l'accumulation » n'a pas pu « manger » toute la société et lui dicter ses règles et ses normes, et ce malgré l'explosion de sa dynamique depuis trente ans. . On peut dès lors s'interroger sur les rapports réels qui existent entre ces macro-espaces de la croissance , toujours plus dilatés, et les milliers d'espaces locaux , ruraux et urbains, ou vivent à travers le monde, et surtout au Sud, l'écrasante majorité des milliards de « pauvres » , supposés être les principaux bénéficiaires de ses effets. Fondamentalement, la restructuration des conditions de l'accumulation, dans le sens de la "globalisation" des activités économiques sous l'égide des acteurs dominants les "pôles performants", a accéléré les tendances à la désarticulation des espaces ruraux et urbains dans le cadre des Etats-Nations. Crise agraire et crise urbaine sont donc largement induites, soit directement, soit indirectement par la logique des pôles performants, et se dénouent finalement dans une crise générale de l'environnement. Au niveau des territoires entendus comme lieux de vie concrets, urbains et ruraux, les externalités négatives de l'accumulation se transforment en mal-développement cumulatif et irréversible. Mais se limiter à ce constat serait faire preuve de myopie. Il ne faut pas en conclure que les populations subissent passivement cet état de choses. Elles ne peuvent être réduites à l'état de victimes ou cataloguées simplement comme « pauvres » en attente d'interventions extérieures, comme le fait encore avec complaisance toute la littérature récente sur les OMD.³⁹

Les populations, abandonnées à elles-mêmes par les élites globalistes de l'accumulation, prennent des initiatives pour survivre, pour s'organiser , s'entraider, trouver de nouvelles formes de solidarité pour faire face à la crise sociale structurelle et aux besoins les plus immédiats en termes de santé, hygiène, habitat, alimentation. Il reste une autonomie, plus ou moins large selon les continents , de ce que on peut appeler l'économie populaire rurale et urbaine . Les économies populaires constituent en fait une réalité très complexe , faite d'un mélange indissociable d'une production de biens et services servant à la vie quotidienne (y compris la production alimentaire, les pratiques d'auto-construction , l'agriculture urbaine, etc.) , de liens sociaux très denses , faits de solidarité autant que de conflictualité , voire de violence, de réseaux de sociabilité locale inextricablement mêlés à des réseaux de clientélisme parfois mafieux. Ces « territoires de la vie populaire » s'inscrivent dans le prolongement d'une trajectoire historique séculaire.

Une première dimension centrale de ces pratiques populaires est que elles s'inscrivent dans des lieux

³⁹ Craig D. & Porter D., Development Beyond Neoliberalism ? Governance, Poverty Reduction and Political Economy, Routledge, London, 2006

de vie , quartiers populaires urbains , petits bourgs ruraux et centaines de milliers de villages à l'échelle mondiale. C'est dans ces lieux négligés ou abandonnés par la « sphère de l'accumulation » , ou menacés par son appétit pour les ressources valorisables (terres, eau, forêts, biodiversité) que se trouvent les enjeux d'un « développement humain et durable » de plus en plus étranger aux promesses jamais tenues d'une croissance-accumulation partagée. Pour les classes populaires , le tout à l'Etat ou le tout au Marché , ne sont pas des principes antagoniques , mais sont vécus comme les stratégies interchangeable des différentes couches des élites dominantes dans la construction permanente de l' « économie politique de l'inégalité ».⁴⁰

Une seconde dimension tout aussi importante est l'insertion dans les opportunités de revenus offertes par la « sphère de l'accumulation » , à travers l'emploi salarié , plus ou moins stable ou précaire, et qui permet des transferts bienvenus pour compléter ceux de l'économie populaire , sans abandonner celle-ci comme base de la sécurité de vie. Le volume de transferts possibles dépendent naturellement de la dimension de la « sphère de l'accumulation » et des conditions d'emploi et de salaire qui y prévalent. De ce point de vue , les opportunités offertes en Chine et dans plusieurs pays d'Asie du Sud Est sont très importantes , alors que elle sont bien moindres en Afrique au Sud du Sahara. Et c'est bien dans les pays asiatiques que l'on peut voir l'émergence d'une classe populaire hybride , mi-paysanne –mi ouvrière , sans que cette semi-prolétarianisation en cours puisse entraîner la disparition de la paysannerie dans un avenir prévisible. C'est une constatation importante pour l'étude du développement : le thème de la « dé-paysanisation » (depeasantization) n'est plus à l'ordre du jour.

L'émergence de cette nouvelle classe populaire hybride, partagée entre la campagne et la ville, remet en cause un des postulats des différentes variantes de la théorie de la modernisation . Alors que dans le discours de la modernisation, il y a une dichotomie entre la ville et la campagne, entre d'une part le rural, l'ancien, le traditionnel immobile, et d'autre part l'urbain comme porteur de modernité et de changement, quand on regarde les rapports ville-campagne du point de vue de ces autres acteurs il y a au contraire une sorte de continuité. Il n'y a de rupture entre la ville et la campagne que dans la vision de l'acteur dominant, dans la vision modernisatrice des élites. La vision de l'espace des classes populaires, rurales et urbaines, n'a jamais correspondu à l'imaginaire de la modernisation, séparant la " campagne traditionnelle" de la "ville moderne". Depuis des générations, les mondes paysans et populaires urbains ont été reliés par des myriades de réseaux d'échange, la plupart du temps invisibles aux yeux des élites et des observateurs étrangers. Aujourd'hui ces réseaux se sont transnationalisés , et même globalisés, à travers les flux humains , économiques et monétaires , qui relient souvent des villages en apparences "reculés" à divers centres urbains nationaux et étrangers. Les acteurs populaires hybrides circulent entre la « sphère de l'accumulation » et la « sphère du marché populaire encasté ». P. Chatterjee, a récemment analysé ces réalités nouvelles en Asie, en parlant de l'économie populaire urbaine et rurale , comme étant celle des acteurs du « non corporate capital » , combinant logique du profit et logique de redistribution, par opposition aux acteurs dominants du « corporate capital » , mus par la seule recherche du profit. Il met l'accent sur le caractère de plus en plus conflictuel des rapports entre ces acteurs dans la définition de l'avenir des espaces urbains et ruraux, et des rapports villes-campagnes.⁴¹

A partir de ces réalités on peut évoquer quelques perspectives pour la reconstruction d' « une économie politique du développement durable »

Une première perspective concerne le rôle que la réinvention de la ville dense peut jouer dans la recreation du lien social et de l'identité tout en ne versant pas dans l'utopie et en ne niant pas les antagonismes sociaux réels résultant des tendances lourdes de l'accumulation globalisée. C'est en portant un regard neuf sur l'interaction entre tissu social et espace urbain que les études récentes sur le développement ont pris leur distance, par rapport aux conceptions qui privilégient uniquement

⁴⁰ Peemans J.P., Territoires et mondialisation :enjeux du développement, Editorial, in Alternatives Sud, Vol.15, 1,2008 ,p.7-38

⁴¹ Chatterjee P., Peasant cultures of the twenty first century, Inter-Asia Cultural Studies, Volume 9, 1, 2008, p.116-126

l'approche morphologique des formes urbaines. Les dimensions de celles-ci sont plus complexes que ne l'affirme une lecture des relations villes-campagnes qui privilégie surtout la forme, par exemple les concepts de "mégapoles", de "villes diffuses", d'"archipels" etc. Les mégapoles du Sud ne correspondent pas à la notion de "ville diffuse" telle que théorisée au Nord comme ultime étape de la "ville globale" et de l' "hypermodernité". En filigrane des apparences informes, on peut dire que ces immenses conurbations articulent des espaces ruraux urbanisés et des espaces urbains ruralisés, dans une continuité qui n'empêche pas une grande diversité. Malgré la densité d'occupation de l'espace, de nombreuses parties de la ville présentent l'image de "villages réinventés" aux caractéristiques hybrides. Dans de nombreuses conurbations on peut voir l'expansion d'une nouvelle agriculture urbaine, correspondant aux traits originaux de l'agriculture paysanne, mais adaptée à un nouveau contexte géographique. L'enjeu du développement urbain durable est de recréer une « ville dense » d'un nouveau type. Les pratiques informelles des acteurs populaires ont en fait déjà réinventé souvent les contours des composantes populaires de la « ville dense future ». On ne pourra certainement plus anéantir ce type d'occupation spatiale au nom de « l'hygiénisme urbain » comme cela a été fait dans le passé.⁴²

Une seconde perspective s'appuie sur les innombrables expériences révélées par les pratiques des populations locales qui, dans les vingt dernières années, font implicitement appel à une complémentarité entre différents types d'initiatives associatives informelles. Elles montrent que la production de l'identité culturelle ne peut être viable que sur base d'une construction de la sécurisation matérielle. Les besoins vitaux (habitat, transport, alimentation, environnement naturel et symbolique) sont des composantes nécessaires de la production du territoire, de l'identité, et d'une forme viable de lien social. C'est à ce niveau que se situe aussi l'enjeu de la consolidation d'un secteur d'économie associative au Sud. Dans la plupart des micro-régions, des quartiers populaires urbains et des villages, il y a place pour la consolidation ou mise en œuvre d'un large secteur d'économie associative, basé sur la mobilisation des ressources locales pour les besoins locaux, à travers l'organisation auto-contrôlée des populations locales. Dans cette perspective, on doit souligner l'importance particulière d'un secteur d'économie associative agro-alimentaire pouvant faire contrepoids aux acteurs dominants du secteur agro-alimentaire capitaliste globalisé.⁴³

Une troisième perspective concerne la place du local dans la reconstruction d'un Etat et d'une « démocratie substantive » pouvant s'opposer à l'hégémonie des acteurs de l' « économie politique de l'inégalité ». L'importance donnée au local-territorial n'est pas une finalité en soi. Le thème de la sécurisation est au cœur d'une réappropriation par une collectivité donnée des moyens d'un auto-

⁴² C'est un acquis qui recrée d'une certaine façon les conditions sociales de la morphologie de la « ville médiévale » (européenne, arabe ou asiatique), au sens d'une ville caractérisée par la mixité des fonctions, la prédominance des activités productives et marchandes de taille locale, la circulation piétonnière, le rôle des transports collectifs de surface, tout en n'excluant pas la production symbolique et la recherche esthétique dans les lieux publics, et la réinvention d'une monumentalité adaptée aux dimensions nouvelles de « villes denses » de dix ou quinze millions d'habitants.

⁴³ Un réseau dense d'organisations d'économie associative, coopératives et mutuelles surtout, peut permettre de consolider les initiatives associatives informelles en respectant leur esprit, la nature de leurs pratiques, en élargissant leur champ d'action et en permettant la complémentarité entre leurs diverses activités agricoles, non agricoles, les caisses d'épargne et de crédit, les mutuelles, les coopératives de producteurs et de consommateurs, etc. Dans le domaine agro-alimentaire cela suppose cependant un changement d'attitude des Etats : d'une part la reconsidération des politiques agricoles orientées d'abord vers le soutien aux grands opérateurs du système agro-alimentaire, d'autre part la mise en place de systèmes de protection adaptés à la promotion d'une alimentation de qualité accessible aux plus larges couches de la population des territoires concernés, et basée d'abord sur la mise en œuvre des ressources de ces territoires. Cf. Peemans J.Ph. et Laurent P.J., Les enjeux d'une reconnaissance de la nature des pratiques d'économie sociale en Afrique, Institut d'Etudes du Développement, Louvain-la-Neuve, 1998 ; Amin, A., Cameron, A. and Hudson, R., *Placing the Social Economy*, Routledge, London, 2002 ; Watts, D.C.H., Ilbery, B. and Maye, D., "Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision", *Progress in Human Geography* 29, 2005, p.22-40 ; Laville J.L., *Politique de l'association*, Editions du Seuil, Paris, 2010

contrôle social au coeur d'un projet de "démocratie substantive".⁴⁴

Cela suppose une approche qui incorpore clairement l'interaction entre la personnalité collective et l'aspect territorial dans la production de l'identité, et montre de manière concrète que le développement s'occupe essentiellement d'acteurs collectifs, et de la production des conditions de l'action collective dans des contextes spatiaux et historiques concrets.⁴⁵

L'importance donnée au local-territorial renvoie au problème de la construction de nouveaux rapports de force entre les "acteurs du bas" défendant des lieux de vie, et les acteurs dominants voyant dans les ressources locales des gisements de profit. On doit insister sur l'importance, du point de vue du développement, de considérer la hiérarchie nécessaire d'institutions supra-locales, dans l'esprit d'un appui multiforme à la reconstruction du lien social et de l'identité au niveau des "territoires de vie". Ce sont sans doute les régions au niveau sous-national qui sont le niveau le plus approprié pour une politique visant à une reconstruction de territoires viables et durables. Elles peuvent à la fois mener des politiques intégrées à une échelle territoriale appropriée, tout en menant des politiques de coopération et de complémentarité avec d'autres régions. De cette manière la politique peut chercher à réencastrier l'économie dans des contextes sociaux et culturels qui l'inscrivent dans une continuité historique, et dans des projets d'échelle maîtrisable par les diverses catégories d'acteurs pour définir leurs choix. La dimension territoriale est importante pour reconstruire une « démocratie substantive » face aux apories de la « démocratie formelle » devenue un appendice de la rhétorique du tout au marché⁴⁶

Le contexte territorial est associé aux critères de proximité des acteurs concernés et à la diversité des expériences, face aux logiques d'uniformisation et de dé-territorialisation qui sont au coeur des stratégies de domination des acteurs globaux. On ne peut donc pas avoir une vue idyllique du « territoire » et de la « région », d'autant plus que leurs compétences actuelles sont souvent le résultat de processus de décentralisation (au Nord) ou d'ajustement (au Sud) ayant visé un transfert de compétences de l'Etat-nation centralisé, pour réduire ses coûts de fonctionnement et ses interventions sociales au nom de la « subsidiarité » ou de la « gouvernance »

Dans l'Union Européenne la revitalisation de la dimension régionale comme axe du développement durable permettrait sans doute de fournir des pistes de sortie aux menaces d'une crise structurelle permanente, dérivée du seul attachement à définir un espace européen en termes de concurrence et de compétitivité. De nombreuses études réalisées dans le cadre des programmes Leader et Urban ont

⁴⁴ Gathii J.T., Representations of Africa in Good Governance: discourse: policing and containing dissidence to neo-liberalism, Postcolonialism, Globalization and Law, Third World Legal Studies Association, Valparaiso University School of Law, 2000, p.65-108

⁴⁵ A partir de l'observation de ces pratiques on peut tenter de proposer une redéfinition du développement. Le développement peut être vu comme le processus durable de construction et de gestion d'un territoire, à travers lequel la population de ce territoire définit, au moyen d'un pacte socio-politique et la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire. Si cette définition a un aspect normatif indéniable, elle a cependant aussi une dimension positive, dans la mesure où elle renvoie par sa nature même à l'observation de la réalité. Cfr. Peemans J.Ph., Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Academia-Bruylant, L'Harmattan, Louvain-la-Neuve, Paris, 2002, p.477

⁴⁶ Smouts M.C., Multilateralism from Below: a Prerequisite for Global Governance, in Schechter M., ed., Future Multilateralism, The Political and Social Framework, Macmillan, Basingstoke, 1999, p.292-311; Lacy, W., "Empowering communities through public work, science, and local food systems: revisiting democracy and globalization." Rural Sociology 65, 2000, p.3-26. Hadjimichalis, C. and Hudson, R. "Networks, Regional Development and Democratic Control", International Journal of Urban and Regional Research 30, 2006, p.858-72

montré toutes les potentialités inutilisées de la rénovation urbaine et d'une redéfinition des rapports urbain-rural en terme de territoires à construire comme "lieux de vie " de qualité. ⁴⁷

On peut par ailleurs penser que dans une grande majorité des pays du Sud, la légitimation ou la relégitimation de l'Etat , passera par une capacité de mettre en place des institutions d'appui à des chartes locales de développement , permettant à la plus grande majorité possible d' associations citoyennes et de collectivités locales , d'élargir la sphère de leurs droits économiques et sociaux, à travers la construction d'un secteur économique associatif, capable de faire contrepoids au monopole du secteur privé d'accumulation. C'est un enjeu significatif du « développement réel », c'est-à-dire l'articulation problématique, pour les générations à venir, entre une « sphère d'économie populaire » qui cherche la sécurisation des conditions de la reproduction d'une vie décente, et la « sphère de l'accumulation » qui repose sur l'exploitation de ses ressources humaines, la fragilise et l'insécurise , sans parvenir à l'absorber ni à la détruire. ⁴⁸

Tout cela n'a rien d'utopique , ni de bien révolutionnaire. Ce sont des objectifs qui se trouvaient déjà exprimés dans les « Agendas 21 locaux » élaborés dans le sillage de la Conférence de Rio, il y a près de vingt ans....Ils ont donné lieu à quelques expériences locales intéressantes. Mais progressivement, comme beaucoup d'autres thèmes prometteurs ils ont été progressivement récupérés dans le « mainstream » du consensus de Washington, dilués dans des initiatives marginales ou folkloriques, voire carrément détournés par l'idéologie des « territoires gagnants » cherchant seulement à donner un signal fort capables d'attirer le regard des acteurs globaux. Il est important que les études de développement contribuent à réactualiser ces thèmes et ces objectifs, et cessent de se focaliser trop exclusivement sur les rapports problématiques à l'échelle globale entre croissance et réduction de la pauvreté, ou entre croissance et environnement , sur les apories de la croissance voire de la décroissance vertes , ou sur les mérites respectifs de l'Etat et du Marché, ou encore sur les promesses d'autres modernités à venir , malgré les avatars des modernisations réelles . ⁴⁹

C'est pour contribuer à cet effort qu'on a tenté de montrer ci-dessus qu'une prise en considération sérieuse des rapports passés et présents entre héritage historique, conflits d'acteurs , et construction de territoires de vie , pourrait peut être aider à redéfinir les contours d' une « autre économie politique du développement durable », dans les Nords et les Suds.

⁴⁷ Feagan R., "The place of food: mapping out the 'local' in local food systems", *Progress in Human Geography* 31(1),2007,p. pp. 23-42; Hadjimichalis, C. and Hudson, R. "Rethinking Local and Regional Development, Implications for Radical Political Practice in Europe", *European Urban and Regional Studies*, 14, 2007, p.99-113

⁴⁸. L'élaboration de chartes locales et régionales de "développement durable" peut être un instrument concret de mise en oeuvre des droits positifs, comme droits collectifs liés à la construction matérielle de territoires, base d' identités culturelles diverses . Dans cette optique , le développement est conçu comme une reconstruction de l'espace public et des libertés collectives , qui suppose l'incorporation d'objectifs diversifiés qui ne peuvent se résumer à une comptabilité en terme de croissance. Les municipalités, les pouvoirs locaux et régionaux peuvent mettre en oeuvre des partenariats avec les organisations associatives de producteurs . Cette matérialisation de la "gouvernance associative " est en soi une reconstruction d'une nouvelle base du politique et donc aussi de l'Etat. Dans la mesure où les activités de développement durable se matérialisent surtout au niveau local et régional infra-national, on peut dire que le rôle de l'Etat devrait être avant tout de protéger par voie réglementaire ces activités et de leur garantir l'accès aux ressources permettant leur mise en oeuvre. Ce sont les acteurs du développement local et de l'économie associative qui doivent être soutenus prioritairement par l'Etat -Nation , par tous les moyens possibles .

⁴⁹ Stewart F., *Relaxing the shackles :the invisible pendulum*, *Journal of International Development* 21, 2009, p. 765-771; Woolcock M., *The next 10 years in development studies: From modernization to multiple modernities, in theory and practice*, *European Journal of Development Research* 21, 2009,p. 4-9.